

Saint-Pol-sur-Ternoise Personnel et élus inquiets du devenir du centre des Finances publiques

Des agents du centre des finances publiques de Saint-Pol, soutenus par leurs trois principales organisations syndicales, se sont réunis ce lundi en présence de quelques élus pour exprimer leur crainte de voir disparaître le centre des Finances publiques.

Lisa Lasselin | 25/03/2019



Plusieurs syndicats et élus étaient présents au centre des Finances Publiques à Saint-Pol, ils se rendront à la préfecture ce mardi.

« Nous sommes là pour lutter contre les suppressions d'accueil de proximité, surtout les trésoreries. S'ils vont jusqu'au bout de cette mesure, il ne resterait que quatre centres sur tout le Pas-de-Calais », rapporte Yann Plouvier, délégué de la CFTC, accompagné par des représentants des syndicats Force Ouvrière, la CGT et Solidaires. Plusieurs élus se sont joints à ce rassemblement, tels que le conseiller départemental Claude Bachelet, mais aussi les maires de Saint-Pol, Monchy-Cayeux ou encore Herlincourt. Le directeur départemental des finances publiques, Michel Roulet, qui avait annoncé sa venue, l'a finalement reportée à ce mardi.

« On défend la ruralité, on ne peut pas ne pas être concerné par ces éventuelles fermetures. On ne comprend pas qu'on puisse diluer cette compétence sur tout le territoire. Les communes rurales ont besoin d'avoir le conseil de proximité. C'est à chaque fois les territoires ruraux qui trinquent, ce n'est jamais dans les grands bourgs ou métropoles qu'on ferme les choses », déplore Claude

Bachelet, qui souligne la disparition progressive au cours des dernières décennies d'autres services publics : Équipement, France télécom ou encore EDF qui ont été délocalisés.

Des risques à mesurer

« Aujourd'hui, vous avez tous un comptable public qui s'occupe de vos comptes publics, vous pouvez le solliciter facilement. Par la suite, vous pourriez bien avoir un chargé de mission qu'on déplacera sur 150 voire 200 collectivités. Est-ce qu'il aura fait de la fiscalité ou de la comptabilité ? », interroge Jacques Regnier, de FO, en s'adressant aux maires. Les représentants syndicaux craignent que ces suppressions massives et les transferts d'activités aux collectivités ou aux privés posent des problèmes éthiques. Ils ont évoqué les fameuses agences comptables, que l'État envisage de créer. *« Avec cette mesure, ce serait vous, les élus, qui aurez la possibilité de choisir votre comptable, mais aussi vous devrez en supporter le coût. »* Un choix qui risque, selon les syndicalistes, de poser des soucis de transparences, et notamment des augmentations de fraudes. *« Les agents des finances publiques sont actuellement un filtre entre territorial et État. »*

En grève

Un rassemblement aura lieu devant la préfecture d'Arras ce mardi entre 12 heures et 13 h 30, mais aussi devant toutes les préfectures de France. L'intersyndicale des Finances publiques fera aussi entendre sa voix ce jeudi 28 mars, avec une grève nationale.

Un service d'accueil rural, proche de la population

En tout, une quarantaine de personnes travaille au centre des Finances publiques de Saint-Pol. Plusieurs, présentes à ce rassemblement, ont manifesté leurs inquiétudes quant à l'avenir.

Florilège de témoignages :

« Devoir aller travailler à Arras ne me préoccupe pas plus que cela. Le problème se pose surtout en termes de service public, qui est en danger. On ne tient plus compte des personnes âgées, qui sont démunies face à l'utilisation d'internet, et qui ont besoin de notre aide. »

« Nous sommes à peine six personnes à aider les gens pour leurs déclarations de revenus entre avril et mai. C'est difficile en termes d'effectif. Tous les jours, je reçois et aide des personnes âgées qui se demandent comment elles vont faire si on n'est plus là, qui n'ont pas accès à internet. »

« Il y a beaucoup de gens qui viennent pour un avis de non-imposition. Tous les jours des gens viennent pour demander de l'aide, parfois pour des petits renseignements, c'est très utile. »

« Ici c'est un milieu rural, avec notamment beaucoup de fermages, il y a beaucoup de taxes foncières pour des petits biens, ils font souvent appel à nous pour les aiguiller. »